

Préparation du Cadre de Partenariat Stratégique

Consultation sur le thème de la gouvernance et la fourniture de services

Taounate, le 29 octobre 2013

Procès-verbal

Une consultation a été organisée, au complexe Dar El Wahda à Taounate, en présence des représentants suivants du Groupe Banque mondiale: Michael Hamaide, Chargé des opérations Principal pour le Maroc, Fabian Seiderer, Spécialiste senior de la Gestion du Secteur public, Mohamed Medouar, Spécialiste senior de Développement rural, Ibtissam Alaoui, Chargée de Communication et Fatiha Bouamoud, Assistante de programme.

Pour la liste des personnes et organisations ayant assisté à cette réunion, s'en référer à l'Annexe.

Un résumé des interventions lors de cette consultation est présenté ci-après. Ces interventions ont été regroupées par thèmes abordés et ne reflètent pas nécessairement un consensus de tous les participants. Les opinions et recommandations ici résumées reflètent les avis des participants à cette consultation, et seront pris en compte dans l'élaboration du projet de Cadre de Partenariat Stratégique selon leur pertinence et leur ordre de priorité.

REMARQUES GENERALES :

- Les services sociaux et administrations doivent être mis à niveau sur le plan régional aussi bien que central.
- La région requiert une meilleure coordination des services gouvernementaux et nécessite d'importants investissements publics.
- La transparence doit être renforcée au niveau de la gouvernance locale et de l'allocation des financements publics.

Questions et recommandations des participants :

1. Services sociaux et infrastructure

- La région souffre d'un enclavement et d'une marginalisation depuis plusieurs décennies. D'importants investissements publics doivent être mobilisés pour combler les retards et améliorer l'attractivité de la région.
- Les services de base, y compris l'éducation, la santé, les infrastructures doivent être mis à niveau de manière substantielle. Les services de santé et d'éducation ne devant pas se résumer à de simples infrastructures, ils doivent offrir un service de qualité (ressources humaines et entretien).
- Les populations locales sont quasiment coupées du développement du reste du pays. Des investissements doivent être drainés vers la région pour sauver la jeunesse et les populations locales de la pauvreté et de l'exode rural.

2. L'éducation pour tous

- Le taux d'analphabétisme dans la région atteint des chiffres préoccupants. La région appelle à des aides publiques pour lutter contre ce fléau et combattre de façon effective l'abandon scolaire.
- Les responsables sont appelés à mettre en place des programmes ciblant les enfants et les jeunes, notamment en matière de formation professionnelle, de loisirs et d'activités culturelles.

3. Services publics et moyens d'actions dans la région

- Il existe une absence de services d'accompagnement dans la région. Les compétences parfois limitées des élus et des représentants des communes en matière de gestion des budgets a un impact important sur la gestion locale et in fine, sur les populations.
- La région appelle à plus de transparence, d'équité, à une lutte contre le clientélisme (ex : INDH), dans la gestion des programmes sociaux et des intérêts locaux.
- La construction de routes est déterminante pour les populations locales qui, en raison du relief, ont souvent du mal à accéder aux services de base.
- Il n'existe quasiment pas de structures sociales d'accueil de personnes vulnérables, telles que les femmes victimes de violence, les personnes âgées ou les usagers de drogue.
- La consommation, la culture et le trafic de drogue dans la région est un véritable fléau. Il faut que les politiques s'attaquent à ce phénomène en luttant contre les trafics et en proposant des alternatives pour l'emploi des jeunes.
- Une alternative serait le développement du tourisme rural. Les responsables locaux doivent creuser ce créneau et attirer des investissements qui pourraient favoriser l'emploi des populations locales.
- L'auto-entreprise et les micro-financements doivent également être appuyés dans la région pour aider à absorber le chômage des jeunes.

4. Renforcement du rôle des ONG

- Les ONG nécessitent un renforcement des capacités qui implique des financements mais aussi des formations dans la gestion de projets et les meilleures pratiques.
- Il n'existe quasiment pas de mécanismes de redevabilité ou de suivi des chantiers de développement au niveau local. Même les ONG sont parfois exclues des décisions relevant de la gestion locale.
- L'accès à l'information doit être facilité, notamment pour les ONG travaillant sur les chantiers sociaux.
- Les ONG régionales doivent être impliquées dans les décisions prises autour des programmes sociaux ciblant la province.

5. Rôle des bailleurs de fonds

- Les bailleurs de fonds sont appelés à mobiliser plus d'aides vers les régions les plus marginalisées et à encourager les autorités locales à faire preuve de plus de transparence et d'inclusion dans la gestion des affaires publiques.
- La Banque mondiale et autres organisations internationales doivent veiller au suivi et évaluation des programmes de développement qu'elles financent, de façon à s'assurer que ces programmes ont un véritable impact sur les populations.

ANNEXE

Liste des participants :

- Nacer El Bakkali, Fonctionnaire, Association Ofouq pour personnes à besoins spécifiques
- Drissi El Boussaidi Mustapha, Agent général d'assurance, Association Bait Rahma
- Abderrahim Bennani, Etudiant
- Mohamed Khmissi, Membre, Association Rihana pour la culture et le développement rural
- Khalid El Hamdani, Vice-président, Coopérative Baraka Bouhouda
- Errabouli Salaheddin, Agriculteur, Association pour le développement et la coopération
- Khadija Merizak, Fonctionnaire, Association Ezzaytouna pour le développement et la solidarité
- Fatima El Abladi, Enseignante, Présidente de l'UNFM Taounate
- Amel Drissi El Bouzaidi, Fonctionnaire, Association Ponts d'espoir pour la solidarité
- Rachid El Youssefi, Président, Association Ponts d'espoir pour la solidarité
- Mohamed Azouzi, Président, Association Initiative Environnement Développement Ainjamaa
- Abdelkebir Fouimtizi, Retraité, Association Lamalif
- Fatima Mziouka, Présidente, Association Femmes d'Initiatives
- Fatima Saydi Alami, Fonctionnaire, Association Marocaine des Droits Humains
- Abdallah Laouach, Fonctionnaire, Association Sadaka
- Aziz Elaslâ, Professeur, Association El Hawta
- Anass Brahmi, Etudiant, Association El Hawta
- Ahmed Essafi, Président, Association Communication pour le développement et la coopération
- Hasna El Guanaoui, Professeur, Association El Sadaka
- Chafik Laaboudi, Professeur, Association Ozone Rhafsai
- Abderrafi Merizak, Fonctionnaire, Association Jossor Amal

Ont également été conviés à cette consultation, mais n'ont pu faire le déplacement, l'AMDH, l'OMDH, le REMESS, et l'Espace Civil.